

général, s'est prononcé tout à fait dans le même sens. Lorsqu'il s'agissait, en 1880, de la rectification des frontières de la Grèce, le ministre Depretis avait envoyé en Epire, M. de Gubernatis, pour provoquer une agitation contre la cession projetée de l'Epire à la Grèce. Crispi attaqua violemment cette conduite devant la Chambre italienne, et prononça alors les paroles mémorables qui suivent:

„Qu'avons-nous à faire avec les Albanais? Ceux-ci sont accoutumés, par suite de leur langue, de leurs traditions, et de leur participation à la guerre de l'indépendance hellénique, à tourner leurs regards vers la Grèce. Il est par conséquent fort superflu de nous torturer le cerveau pour l'avenir de ce peuple. Si nous demandions maintenant que les Albanais reçussent un gouvernement autonome, ou fussent annexés à l'Italie par voie fédérative, il n'en résulterait aucun état durable. Car, tôt ou tard, les Albanais devenus indépendants, réaliseraient leur union avec la Grèce!“

* * *

Comme conclusion à ces jugements, et par rapport à une entente souhaitable entre les peuples rivaux qui avoisinent la péninsule balkanique, nous voulons mentionner quelques déclarations d'un ancien président du Conseil des ministres de la Grèce, l'éminent homme d'État, **Charilaos Tricoupis**, enlevé malheureusement par une mort prématurée. Nous les reproduirons d'autant plus volontiers qu'elles représentent les idées de la grande majorité des Hellènes.

En 1894, Tricoupis avait entrepris un voyage à travers les pays des Balkans, et l'on supposa qu'il cherchait à préparer les voies à la formation d'une „ligue balcanique.“ Quelque temps après, pendant un séjour qu'il faisait dans une station balnéaire, pour rétablir sa santé, il trouva l'occasion de traiter cette question, et il s'exprima de la façon suivante: